

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Un regard sur l'actualité

16/04/2026

Le régime libanais s'oriente vers une trahison en normalisant ses relations avec l'entité sioniste

Le 14/04/2026 à Washington, sous supervision américaine, des négociations directes se sont tenues pendant deux heures et demie entre une délégation libanaise et une délégation de l'entité sioniste. À l'issue de ces discussions, une déclaration conjointe du Département d'État américain et de la partie sioniste a présenté les résultats de la conférence en sept points :

- Le lancement de négociations directes
- Le droit de l'entité sioniste à se défendre
- Le désarmement du Hezbollah lié à l'Iran au Liban
- Le monopole des armes entre les seules mains de l'État
- L'orientation vers la conclusion d'un accord de paix global entre le Liban et l'entité sioniste
- La reconstruction du Liban
- La limitation de la médiation entre le Liban et la partie sioniste exclusivement à l'Amérique

Ces points signifient la reconnaissance de l'entité sioniste et la normalisation des relations avec elle. Cela constitue une grande trahison commise par le régime libanais, à l'instar des autres pays qui ont normalisé avec cette entité qui a usurpé la Palestine, poursuit ses agressions contre son peuple, contre le Liban et contre l'Iran, et menace toute la région dans le cadre du prétendu projet de « Grand Israël ».

Le septième point de cette déclaration signifie l'éviction de la France, qui cherchait à intervenir dans les affaires libanaises, et le fait de confier le processus politique exclusivement à l'Amérique. Cela vise à renforcer la domination américaine sur le Liban et à écarter toute intervention européenne, en particulier française. D'ailleurs, l'ambassadeur de l'entité sioniste ayant participé aux négociations à Washington, Yechiel Leiter, a souligné cela en déclarant : « Israël considère l'intervention des Français (dans la question libanaise) non pas comme un facteur positif, mais comme un obstacle, et l'Amérique est le seul médiateur fiable. » (Chaîne sioniste Channel 12, 15/04/2026)

Comme on le sait, Joseph Aoun est un agent de l'Amérique, et c'est elle qui l'a nommé président du Liban. Il exerce toujours la fonction de commandant de l'armée, ce qui est contraire à la loi et à la constitution. Il est donc prêt à exécuter sans hésitation tout ce que l'Amérique exige. Le Premier ministre Nawaf Salam agit lui aussi en étant aligné sur l'Amérique afin de se maintenir au pouvoir.

Parallèlement, le régime libanais œuvre à regrouper les armes exclusivement entre les mains de l'État. Cependant, l'armée libanaise n'a pas tiré une seule balle contre l'entité sioniste, qui attaque le Liban depuis des décennies, occupe certaines de ses terres et a récemment commis des massacres. Comme si ces agressions ne concernaient pas le pouvoir libanais.

C'est pourquoi il incombe au peuple libanais d'empêcher le régime de commettre une grande trahison en se compromettant avec l'entité sioniste, qui a usurpé la Palestine, ne cesse pas ses attaques contre le Liban et cherche à s'emparer du sud du fleuve Litani sous le prétexte d'une « zone tampon sécurisée ».

Trump : « Le régime en Iran est désormais différent ; il a changé après que l'Amérique a purgé les radicaux »

Le président américain Trump a déclaré, le 15/04/2026 sur la chaîne ABC, qu'il « *ne pensait pas prolonger le cessez-le-feu et ne considérait pas cela comme nécessaire* ». Il a ajouté : « *Les deux prochains jours seront très mouvementés. Le processus peut évoluer dans les deux sens. Parvenir à un accord serait préférable pour les Iraniens, car cela leur permettrait de reconstruire leur pays.* » Dans une déclaration antérieure, il avait indiqué qu'un nouveau cycle de négociations avec l'Iran se tiendrait dans les deux jours.

Ces propos montrent qu'il menace de reprendre les attaques et qu'il exerce une pression afin de contraindre les Iraniens à accepter ses conditions et à signer un accord de capitulation. Il a d'ailleurs déclaré, en indiquant que l'attitude des Iraniens avait changé : « *Le régime en Iran est désormais différent ; il a changé après que l'Amérique a éliminé les éléments radicaux.* »

Cela signifie que l'Iran est prêt à faire des concessions, c'est-à-dire qu'il se prépare à accepter les conditions américaines — notamment les conditions, au nombre de 15, figurant dans le plan présenté le 24/03/2026.

Le vice-président américain Vance a dirigé, le 11/04/2026 au Pakistan, les négociations menées avec les Iraniens, et a déclaré : « *Les négociateurs iraniens souhaitent conclure un accord. Cependant, le président Trump ne veut pas d'un accord limité avec l'Iran ; au contraire, il recherche un accord global qui mettra fin au conflit. Un grand accord avec l'Iran inclura l'abandon de son programme nucléaire et de son soutien au terrorisme, en échange de l'intégration de sa population dans l'économie mondiale.* » Il a également déclaré : « *L'offre que nous avons présentée à Téhéran est claire : comportez-vous comme un État normal, et nous vous traiterons économiquement comme un État normal... Nous avons réalisé d'importants progrès dans les négociations au Pakistan.* »

Il a ajouté : « *Nos discussions avec les dirigeants iraniens ont été historiques ; rien de tel ne s'est produit au cours des 49 dernières années sous aucune administration précédente. J'ai rencontré en face à face le véritable responsable décisionnel en Iran, et nous avons constaté une volonté de conclure un accord... Parvenir à une solution avec l'Iran ne se fera pas en une nuit, mais nous sommes dans une position diplomatique très favorable.* » (Fox News, 14/04/2026)

Le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi a, quant à lui, écrit le 13/04/2026 sur la plateforme X, au sujet des négociations menées avec les États-Unis auxquelles participait la délégation iranienne : « *Alors que nous étions sur le point de parvenir à un accord à Islamabad, nous avons été confrontés à des exigences excessives, à des objectifs en constante évolution et à des menaces de blocus.* »

Il apparaît que l'Iran cherche à maintenir sa position vis-à-vis de l'Amérique en tant qu'État évoluant dans son orbite. En revanche, l'Amérique cherche à transformer l'Iran en un État totalement dépendant d'elle. À cette fin, elle menace de reprendre les attaques, exerce des pressions, impose un blocus sur ses ports, et tente en même temps de l'attirer en lui promettant la libération d'environ 250 milliards de dollars d'avoirs gelés.

La chute d'Orban, fidèle à l'Amérique et soutien de l'entité sioniste

Le 12/04/2026, il a été annoncé que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a été renversé après 16 années au pouvoir. Orbán est connu pour son hostilité virulente envers l'islam et les musulmans. Il a notamment refusé d'accueillir des réfugiés syriens au motif qu'ils étaient musulmans.

Il est également connu pour son alignement sur l'Amérique. Il a empêché l'adoption de certains projets au sein de l'Union européenne, n'a pas appliqué de boycott contre la Russie, n'a pas condamné l'invasion de l'Ukraine et a continué à importer du pétrole russe.

Par ailleurs, il est également connu pour son soutien à l'entité sioniste. Il a protesté contre le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale à l'encontre de Netanyahu et a retiré la Hongrie de cette Cour. En avril 2025 — alors que le génocide à Gaza se poursuivait — il l'a accueilli dans son pays. Cela montre qu'il soutient ces politiques en raison de son hostilité envers l'islam et les musulmans.

Son rival, le chef du parti Tisza, Peter Magyar, a remporté les élections avec un taux de 79,5 %, un niveau jamais atteint auparavant dans le pays. Il est probable qu'il renforcera les relations avec l'Union européenne et adoptera une politique en accord avec ses orientations. Cela ressemble à ce qui s'est produit en Pologne il y a deux ans : les alliés pro-américains d'Orbán y ont également chuté, et un nouveau gouvernement, dirigé par Donald Tusk et soutenant les politiques de l'Union européenne, est arrivé au pouvoir. Tusk a salué la défaite d'Orbán en qualifiant son régime de « *période de régimes autoritaires corrompus* ».

Bien que l'hostilité d'Orbán envers l'islam et les musulmans, son soutien à l'entité sioniste et son alignement sur l'Amérique soient connus, le président turc Erdoğan l'a intégré en 2018 comme membre observateur de « l'Organisation des États turcs ». Dans cette approche, la vision ethnique d'Erdoğan prédomine ; il considère les Hongrois comme faisant partie de la famille des peuples hunniques et ouraliens. Quant à la vision islamique, il n'y recourt que pour exploiter les sentiments populaires, influencer les masses naïves et faire passer sa politique, tout en dissimulant son approche nationaliste laïque pro-américaine. À ce titre, il rejoint Orbán dans une même vision nationaliste laïque, dans l'alignement sur l'Amérique et dans la reconnaissance de l'entité sioniste.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur